

Journal des guerres de l' Otan

Mars 2013

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le général Breedlove à la tête des forces de l'OTAN

Les Etats-Unis ont annoncé, jeudi 28 mars, la nomination du général de l'armée de l'air, Philip Breedlove à la tête du commandement suprême des forces de l'OTAN (Saceur), un mois après le retrait du général John Allen.

Lire : Le général américain Breedlove pressenti comme chef militaire de l'OTAN

Le général aux quatre étoiles, dont la nomination a été annoncée par le secrétaire à la défense, Chuck Hagel, dirigeait depuis août 2012 les forces aériennes américaines en Europe et en Afrique depuis la base américaine de Ramstein, dans l'ouest de l'Allemagne. Il a passé près du tiers de sa carrière dans l'US Air Force en Espagne, en Italie et en Allemagne.

Comme commandant suprême des forces alliées en Europe, il dirigera l'ensemble des opérations de l'alliance atlantique ainsi que l'ensemble des forces américaines sur le continent. Il remplacera à ce poste, traditionnellement dévolu à un Américain, l'amiral James Stavridis.

Le général des marines John Allen, ancien patron de la coalition internationale en Afghanistan, avait dans un premier temps été nommé pour le poste avant de renoncer et de prendre sa retraite à la suite d'un scandale pour lequel il a pourtant été blanchi.

Originaire de Georgie, Philip Breedlove a, depuis 1977, cumulé plus de 3 500 heures de vol sur F-16, le chasseur-bombardier le plus répandu dans l'US Air Force. Il a également pris part à des missions de combat au-dessus de la Bosnie dans les années 1990.

De 1983 à 1985, il a été instructeur sur F-16 sur la base de Torrejon en Espagne avant d'être basé à Ramstein jusqu'en 1990, où il a commandé un escadron de ces appareils. Après une brève expérience en Corée du Sud (1993-1994), il a occupé plusieurs postes d'état-major, avant de revenir en Europe en 2004, sur la base d'Aviano, en Italie, puis celle de Ramstein. De janvier 2011 à juillet 2012, il a occupé la fonction de numéro deux (vice-chef d'état-major) de l'US Air Force.

AP 28/3

Les missiles Patriot arrivent en Turquie en dépit de l'opposition du peuple turc

Les mouvements de protestation des mouvements anti-impérialistes à la livraison des missiles Patriot demandés par Ankara à l'OTAN pour renforcer ses frontières avec la Syrie battent leur plein. Avec ces missiles sont également arrivées des centaines de militaires étatsuniens et allemands. De nombreuses autres nationalités sont également représentées.

Selon les media turcs, un groupe de militants anti-guerre aurait attaqué au petit matin du 21 janvier des soldats allemands qui étaient en charge de la protection de deux batteries de Patriot dans le port d'Iskenderun.

Des militants de l'Union des jeunes progressistes (TGB) auraient également pris pour cible six militaires allemands qui se promenaient dans le centre-ville. La police turque est intervenue aussitôt pour défendre les soldats qui s'étaient réfugiés dans un magasin avant de les en extraire sous haute protection. Selon l'agence turque Dogan, vingt-six militants auraient été arrêtés. Des manifestations et des incidents ont déjà eu lieu ces derniers jours à Iskenderun, où sont arrivées dimanche dernier par bateau les quatre batteries envoyées par l'Allemagne et les Pays-Bas, mais aussi à Ankara et aux alentours de la base militaire d'Incirlik, où ce sont deux batteries et 400 militaires étasuniens en charge de leur maintenance qui ont récemment débarqué. De très violents affrontements ont éclaté devant cette base avec les forces de l'ordre. Vingt-six autres manifestants ont été arrêtés après qu'ils ont forcé les barrages et pénétré dans la base. De nombreuses autres manifestations ont émaillé ces derniers jours le paysage politique turc, à l'image du millier de personnes rassemblées dans les cortèges du parti communiste (TKP), à Iskenderun et Antioche.

À Ankara, des rassemblements ont eu lieu devant l'ambassade des États-Unis, où les manifestants ont condamné ce qu'ils considèrent comme une inacceptable agression envers le peuple syrien. Des mouvements de foule ont également été observés devant la délégation étasunienne à Istanbul.

Capitaine Martin

Israël : membre de facto de l'OTAN

21 mars

Source : mondialisation.ca

Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a reçu le président israélien Simon Peres au siège de l'OTAN, à Bruxelles, le 7 mars 2013. À l'ordre du jour : le renforcement de la coopération militaire entre Israël et l'Alliance atlantique, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Israël est déjà impliqué dans des opérations secrètes et des attaques non conventionnelles avec les États-Unis et l'OTAN. Mais cet accord a une signification particulière, car il approfondit la relation entre l'OTAN et Israël au-delà de ce que l'on appelle le « *Dialogue méditerranéen* ». L'accord commun fait référence à un partenariat entre l'OTAN et Israël « *dans la lutte contre le terrorisme et la recherche de la paix... au Proche-Orient et dans le monde* ». Ce qui laisse entendre une participation d'Israël sur la scène de la lutte active, aux côtés de l'OTAN – ce qui en fait un membre *de facto* de l'Alliance atlantique.

En d'autres termes, Israël serait directement impliqué dans une opération militaire, dès lors que l'OTAN et les États-Unis décideraient d'en lancer une, que ce soit contre la Syrie, le Liban ou l'Iran. Israël a offert son aide à l'OTAN dans ses opérations de lutte contre le terrorisme dirigées contre le Hezbollah et l'Iran.

Une déclaration précise que « *durant leurs discussions, les deux parties sont tombées d'accord sur le fait qu'Israël et l'OTAN sont partenaires dans la lutte contre le terrorisme* »...

Le président Peres a insisté sur la nécessité de maintenir et d'accroître la coopération entre Israël et l'OTAN, ainsi que sur la capacité d'Israël à apporter sa collaboration et à fournir non seulement une aide technologique, mais aussi un savoir gagné de sa très grande expérience en matière de lutte antiterroriste.

« *Israël sera heureux de partager les connaissances qu'il a acquises et ses moyens technologiques avec l'OTAN. Israël a de l'expérience dans la lutte contre des situations complexes et nous devons renforcer notre coopération pour pouvoir combattre ensemble le terrorisme mondial, et aider l'OTAN face aux menaces complexes auxquelles elle est confrontée, y compris en Afghanistan* », a déclaré Peres à Rasmussen.

L'histoire de la coopération militaire entre Israël et l'OTAN

Il est intéressant de rappeler qu'en novembre 2004, à Bruxelles, l'OTAN et Israël ont signé un important accord bilatéral qui a lancé la mise en place d'exercices militaires conjoints. Un second accord l'a rapidement suivi, signé à Jérusalem en mars 2005, par le secrétaire général de l'OTAN

et le Premier ministre Ariel Sharon. Les militaires Israéliens voyaient dans ce nouvel accord bilatéral de coopération militaire un moyen de « *renforcer la capacité de dissuasion d'Israël face des ennemis potentiels qui le menacent, et notamment l'Iran et la Syrie* ».

L'hypothèse prise en compte, sous-jacente à cette coopération militaire entre l'OTAN et Israël, est « *qu'Israël est sous attaque* ».

La coordination militaire et celle des services secrets existe bel et bien ; elle est active, et inclut des consultations relatives aux territoires occupés.

« Avant le lancement de l'Opération Plomb Durci sur Gaza, l'OTAN échangeait déjà des renseignements avec Israël, partageait son expertise en matière de sécurité, et organisait des exercices militaires communs. (...) Scheffer, le précédent Chef de l'OTAN, s'est même rendu en Israël au beau milieu de l'offensive en cours sur Gaza. Et à l'époque, l'opinion des officiels de l'OTAN était que la coopération avec Israël était essentielle à leur organisation. »

([Al Ahrām](#) (en anglais), 10 février 2010)

L'accord bilatéral signé en mars 2013 entre Israël et l'OTAN est l'aboutissement de plus de dix ans de coopération.

Cet accord « oblige-t-il » l'OTAN « à venir au secours d'Israël », selon le principe de « sécurité collective » ?

L'accord renforce le processus en cours de planification militaire entre les États-Unis, l'OTAN et les militaires israéliens, ainsi que la logistique liée à toute opération future au Proche-Orient, y compris un bombardement aérien de sites nucléaires iraniens.

La délégation présidentielle israélienne était constituée de plusieurs sommités, militaires et conseillers du gouvernement, parmi lesquelles le Brigadier général Hasson Hasson, secrétaire militaire du président Peres (premier à gauche sur la photo ci-dessus), et Nadav Tamir, conseiller politique du président israélien (à la droite du président Peres).

Les discussions se sont déroulées à huis-clos, et le texte de l'accord qui en a découlé n'a pas été rendu public.

Suite à cette réunion, une déclaration commune a été publiée par l'OTAN. Le secrétaire général Rasmussen a déclaré dans le [communiqué de presse](#) :

« Israël est un partenaire important de l'Alliance dans le Dialogue méditerranéen. La sécurité de l'OTAN est liée à la sécurité et à la stabilité du bassin méditerranéen et du Proche-Orient. Et notre Alliance accorde une grande valeur à notre dialogue politique et à notre coopération pratique. Israël est l'un de nos plus anciens pays partenaires. Et nous sommes confrontés aux mêmes défis stratégiques en Méditerranée orientale.

Alors que nous faisons face aux menaces sécuritaires du 21^{ème} siècle, nous avons toutes les raisons d'approfondir notre partenariat de longue date avec nos pays interlocuteurs du Dialogue méditerranéen, dont Israël. Nous savons tous que la situation régionale est complexe, mais le Dialogue méditerranéen reste un forum multilatéral unique, où Israël et six pays arabes peuvent discuter autour d'une même table, avec l'Europe et des pays d'Amérique du Nord, de défis sécuritaires communs. Je vois de nouvelles opportunités de renforcer notre dialogue politique déjà très avancé et notre coopération sur le terrain, à notre bénéfice mutuel. »

Michel Chossudovsky

Article original en anglais : « *Israel : A De Facto Member of NATO* », publié le 9 mars 2013.

Traduction : CR pour [ISM](#).

ITALIE/ OTAN

L'art de la guerre - MEDITERRANEE - PONT DE GUERRE

MANLIO DINUCCI

« Les nombreux, trop nombreux morts sans nom que notre Méditerranée garde » : à Montecitorio, c'est Laura Boldrini[1] qui s'en est souvenue en faisant référence au drame des réfugiés. La Méditerranée, a-t-elle déclaré, « devra de plus en plus devenir un pont vers d'autres lieux, d'autres cultures, d'autres religions ». Jusqu'à présent, cependant, la Méditerranée a de plus en plus été un pont de guerre.

Partant des bases italiennes, l'Otan a démoli l'Etat libyen, en provoquant la désagrégation du pays et

l'exode de millions d'Africains qui y avaient trouvé un travail. Elle fait la même chose en Syrie, qu'elle essaie de démolir avec des forces infiltrées et des méthodes terroristes, en provoquant de nouvelles victimes et vagues de réfugiés.

Donc « un parlement largement rénové » ne suffit pas. Il faut une nouvelle politique extérieure. Celle de l'Italie, indépendamment de la couleur des gouvernements, suit par contre toujours le même cap. Le gouvernement Monti, à ses derniers jours, est en fait en train d'accomplir d'importants actes de politique étrangère qui passeront dans les mains du prochain gouvernement. Dans une série de rencontres à Washington les 11 et 12 mars, la Farnesina[2] a garanti l'adhésion de l'Italie à l' « accord de libre-échange Usa-Ue », c'est-à-dire à l' « Otan économique ».

Dans un séminaire international, le 14 mars à Rome, a été établie la contribution de l'Italie à « une Défense européenne forte », que le Conseil européen décidera en décembre pour « favoriser la satisfaction des exigences de l'Alliance atlantique ».

Rien que pour l'achat d'armements, prévoit une recherche publiée à New York, l'Italie dépensera en 2012-2017 plus de 31 milliards de dollars. Ces mêmes jours, le ministre des Affaires étrangères Terzi s'est rendu en Israël pour une série de rencontres et participer à la conférence internationale de Herzliya sur la « sécurité du Moyen-Orient ». Sur la Syrie, l'Italie s'engage à « accroître les mesures et les équipements qui permettent aux forces sur le terrain de protéger la population des attaques inouïes de l'aviation syrienne » (ce n'est pas un hasard si les Usa s'appêtent à officialiser, après la France et la Grande-Bretagne, la fourniture d'armes aux « rebelles »).

L'Italie renforce aussi son engagement contre « les risques, pour la sécurité globale, d'un Iran nucléaire » : à Herzliya on a parlé du moment où il faudra passer « de la diplomatie à l'épée ».

Ces initiatives, et quelques autres, de la Farnesina reçoivent le consensus ou le silence-assentiment de la totalité de la classe politique. La Ville de Milan participe à l'unanimité à la marche internationale de « solidarité avec le peuple syrien » car, dit le maire Pisapia, « il est temps de sortir du silence ». C'est-à-dire de soutenir ouvertement la déstabilisation de la Syrie, que les puissances occidentales opèrent à de fins stratégiques et économiques. Et quand le gouvernement Monti, violant les engagements et compromettant les relations entre les deux pays, ne renvoie pas en Inde les *maro'* qui ont tué les pêcheurs[3], la présidente de la « commission paix » de la Ville de Florence, Susanna Agostini (Pd), exulte parce que l'Italie a pris une « position de protagoniste ».

Edition de mardi 19 mars 2013 de *il manifesto*

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20130319/manip2pg/14/manip2pz/337582/>

[1] Laura Boldrini, élue présidente de la Chambre des députés à l'initiative du Pd (Partito democratico, de PL Bersani, centre-gauche), a été porte-parole de l'UNHCR.

[2] Siège à Rome du ministère des Affaires Etrangères

[3] Fantassins des forces de débarquement, « marine » en anglais. Allusion à la "bavure" d'un bataillon italien qui, en juin 2012, a assassiné dans l'Océan Indien deux pêcheurs "pris pour des pirates". Voir à ce sujet l'article de M. Dinucci « Les pirates de l'Océan indien »

Il y aura aussi une Otan économique

Manlio Dinucci

« Amour pour le peuple italien » : a déclaré le président Obama en recevant à la Maison Blanche le président Napolitano « le lendemain de la Saint Valentin ». Pourquoi tant d'amour ? Le peuple italien « accueille et héberge nos troupes sur son propre sol ». Accueil très apprécié par le Pentagone, qui possède en Italie (selon les données officielles 2012) 1485 édifices, avec une superficie de 942mille m², auxquels s'en ajoutent 996 en location ou en concession. Ils sont distribués en 37 sites principaux (bases et autres structures militaires) et 22 mineurs. En l'espace d'une année, les militaires étasuniens basés en Italie ont augmenté de plus de 1.500, dépassant les 10mille. Employés civils compris, le personnel du Pentagone en Italie se monte à environ 14mille unités. Aux structures militaires étasuniennes s'ajoutent celles de l'Otan, toujours sous commandement Usa : comme le Commandement interforces, avec son nouveau quartier général à Lago Patria (Naples). « En hébergeant » certaines des plus importantes

structures militaires Usa/Otan, l'Italie joue un rôle pivot dans la stratégie étasunienne qui, après la guerre contre la Libye, non seulement vise la Syrie et l'Iran mais va plus loin, en déplaçant son centre focal vers la région Asie/Pacifique pour affronter la Chine en ascension. Pour impliquer les alliés européens dans cette stratégie, Washington doit renforcer l'alliance atlantique, économiquement aussi. D'où le projet d'un « accord de libre échange Usa-Union européenne », reproposé par Obama dans la rencontre avec Napolitano. Accord qui obtient l'appui inconditionnel du président italien avant même qu'il ne soit écrit et qu'en soient évaluées les conséquences pour l'économie italienne (surtout pour les PME et les entreprises agricoles). Il s'agit, souligne Napolitano, d'« un nouveau stade historique dans les rapports entre Europe et Etats-Unis, non seulement économiquement mais aussi d'un point de vue politique ». S'annonce ainsi une « Otan économique », fonctionnelle au système politico-économique occidental dominé par les Etats-Unis. Et soutenue par les grands groupes multinationaux, comme la puissante banque étasunienne Goldman Sachs. Le nom est une garantie : après avoir participé à l'arnaque internationale des crédits *subprimes* et avoir ainsi contribué à provoquer la crise financière qui depuis les Etats-Unis a investi l'Europe, Goldman Sachs a spéculé sur la crise européenne, en instruisant ses principaux clients sur comment faire des sous avec la crise et, immédiatement après, en plaçant au gouvernement en Italie (grâce à Napolitano) son consultant international Mario Monti. Don le gouvernement a immédiatement été garanti par le secrétaire du Pd Bersani comme «digne de foi et à fort grammage technique ». Ce même Bersani, interviewé par *America 24*, déclare maintenant que, « dans la tradition de gouvernement du centre-gauche de fidélité absolue et d'amitié avec les Etats-Unis, nous sommes absolument favorables à ce que se créent entre l'Europe et les Etats-Unis des mécanismes de libre échange ».

Quels que soient les résultats des élections, l'adhésion de l'Italie à l'Otan économique est assurée.

Edition de mardi 19 février 2013 de *il manifesto*

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20130219/manip2pg/14/manip2pz/336203/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Les munitions à uranium appauvri sont des armes atomiques !

BRIGITTE QUECK - TRADUIT PAR MICHELE MIALANE
TLXCALA

Le Professeur Günther, médecin allemand, a été le premier au monde à apporter la preuve que les munitions à uranium appauvri (balles, grenades et bombes) sont des armes atomiques.

Dans les années 90 il a rapporté en Allemagne dans une valise diplomatique quelques projectiles à uranium appauvri trouvés en Irak et les a fait analyser par 3 instituts scientifiques allemands, ce qui a confirmé ses soupçons selon lesquels l'OTAN aurait utilisé des armes atomiques pendant la deuxième guerre du Golfe. Une deuxième confirmation a été apportée par le mandat d'arrêt du Tribunal d'instance DE Tiergarten à Berlin, qui le 15 janvier 1993 accusait le professeur Günther d'avoir « à Berlin et autres localités de République fédérale, conservé par devers [soi] des déchets radioactifs, en infraction avec la loi sur l'emploi de l'énergie nucléaire et des rayonnements ionisants (« Atomgesetz » de 1960-1961, remise à jour en 2002, 2010 et 2011, NdT) ou une prescription légale découlant de cette loi, puisque [il] est]entré en République fédérale vers le 15 juillet 1992 en possession d'une capsule d'uranium métallique pour l'utiliser comme objet de démonstration, ce qui [l']a conduit à la déposer au service de médecine nucléaire de l'hôpital Rudolf-Virchow... »

Ce projectile a une surface rêche qui libère une poussière radioactive quand on la touche. Une manipulation inadéquate du projectile crée un danger de contamination radioactive par absorption pouvant porter atteinte à la santé.

La dose libérée par la surface du projectile est d'environ 11 microsieverts (=joule/kg) à l'heure.

Pourquoi ce fait reste-t-il aujourd'hui encore dissimulé ? Parce que les USA et l'OTAN ont classé ces munitions dans les armes conventionnelles afin de pouvoir continuer à les utiliser en raison de leur grand pouvoir de pénétration.

Et toutes les organisations qui s'attaquent au problème des munitions à uranium appauvri jouent le même «

jeu ». S'agit-il d'un pur hasard ?

Même les antinucléaires, en Allemagne et ailleurs, soit évitent d'aborder le problème, soit déclarent que l'emploi de munitions à uranium appauvri est contraire aux conventions de Genève et devrait donc être interdit !

Certes - et il y a là matière à se réjouir - les représentants des États membres de l'ONU, grâce entre autres au travail acharné des « Mères de Berlin et du Brandebourg contre la guerre », qui se sont obstinées à envoyer aux représentants de l'ONU et des gouvernements des courriers relatifs à ce problème, en prennent mieux conscience. Désormais 142 États membres de l'ONU s'engagent en faveur de l'interdiction des munitions à uranium appauvri dans les zones de conflit.

Mais le drame, c'est que les munitions à uranium appauvri sont des armes nucléaires et que l'emploi des armes nucléaires a été interdit dès 1996 par la Cour de justice internationale!

Une chance que tous les scientifiques ne se laissent pas acheter et/ou museler !

Car des scientifiques suisses ont aussi apporté la preuve que les munitions à uranium appauvri sont des armes atomiques !

Le Docteur en médecine Andreas Bau et le Docteur en Sciences de la nature Hans Könitzer écrivaient déjà dans l'article « Fonction et importance du potassium dans le corps humain » paru le 8 juillet 2009, dans le n° 23 journal suisse *Zeitfragen* :

"Des analyses d'échantillons de sol prélevés en Serbie (la terre analysée provenait de régions de l'ex-Yougoslavie victimes en 1999 de bombardements à l'uranium appauvri effectués par l'OTAN, Note de la rédactrice) ont donné les résultats suivants. On n'a pas découvert seulement de l'uranium et des produits de sa chaîne de désintégration, mais d'autres éléments ou substances radioactifs. Ces constatations posent de graves questions - par exemple l'un des isotopes radioactifs du potassium, présent en quantité qui ne se trouve pas à l'état naturel, n'appartient pas à la chaîne de désintégration de l'uranium, mais se forme, on le sait, en lien avec des réactions nucléaires. Après le bombardement de l'immeuble de la télévision à Belgrade, qui a fait 16 victimes, deux des cadavres n'ont pas été retrouvés. Selon le film « Jugoslawien: der vermeidbare Krieg (Yougoslavie : la guerre évitable, NdT) » ils se sont littéralement « volatilisés ». Le dégagement thermique des munitions employées a dû être démesuré - si élevé que seul l'emploi d'armes atomiques, en l'occurrence une mini-explosion nucléaire peut l'expliquer.

A-t-on testé ici une nouvelle génération d'armes nucléaires ?

Une analyse des échantillons de terre prélevés en Serbie a révélé une présence extraordinairement élevée de potassium 40 (^{40}K), 100 fois supérieure à la proportion naturelle de cet isotope.

Le potassium 40 n'apparaît pas dans les chaînes de désintégration du thorium ou de l'uranium. Donc l'uranium ne peut être à l'origine du potassium 40.

Le ^{40}K n'a pu se former que par une mutation d'un autre élément, induite par un rayonnement radioactif. Par exemple, le calcium 40, non radioactif, se transforme en ^{40}K radioactif s'il est bombardé par des neutrons.

L'analyse ayant également révélé une concentration trop élevée d'autres isotopes radioactifs (carbone 14 et béryllium 10), il faut admettre que ces isotopes radioactifs se sont formés sur place par suite de réactions nucléaires.

CE SERAIT UN INDICE DE L'EMPLOI D'ARMES QUI ENTRAÎNENT CE TYPE DE RÉACTIONS (ARMES NUCLÉAIRES TACTIQUES)."

Il faut que les antinucléaires, qui lors de leurs rencontres continuent à laisser de côté les munitions à uranium appauvri (armes nucléaires de nouvelle génération), s'attaquent enfin à ce problème.

Mais c'est aussi un devoir urgent pour les juristes spécialistes du droit international que d'attirer l'attention des USA et de l'OTAN sur leurs obligations internationales et d'exiger d'eux, dans l'intérêt de l'avenir de la race humaine, l'arrêt de l'emploi des armes nucléaires dans les zones de conflit !

L'OTAN n'amène que la destruction, la pauvreté, l'insécurité et la misère. Elle doit être abolie
Transmis par Mohamed Bouhamidi

Apprécié pour la rigueur et la justesse de ses analyses le sociologue canadien Mahdi Darius Nazemroaya (*), 30 ans, s'est imposé comme un des meilleurs connaisseurs de l'OTAN. Ses investigations, traduites en de nombreuses langues, ont acquis une audience internationale et son ouvrage « [The globalisation of NATO](#) » [« *La mondialisation de l'OTAN* »] fait aujourd'hui référence.

19 mars 2013 | Thèmes (S.Cattori) : [OTAN](#)

En 400 pages denses, fascinantes, préoccupantes, il nous fait prendre la mesure de la menace que l'OTAN fait peser sur la paix du monde et l'avenir de nombreux peuples. Il nous fait également prendre conscience de l'urgence qu'il y aurait à obtenir la dissolution de cette dangereuse organisation.

Silvia Cattori : *Dans votre remarquable ouvrage vous mettez en lumière les stratégies mises en place par l'OTAN pour étendre son emprise militaire dans le monde. J'aimerais vous demander ce qui vous a motivé à consacrer tant d'énergie à un sujet aussi ardu et exigeant. Comment en êtes-vous venu à considérer que l'analyse du rôle de l'OTAN et des stratégies qu'elle a mises en place était une tâche absolument essentielle ?*

Mahdi Darius Nazemroaya : Les graines de ce livre ont été semées en 2007. J'avais alors rédigé un petit manuscrit mettant en relation les guerres en Afghanistan et en Irak (qui avaient fait suite aux tragiques événements du 11 septembre 2001) avec l'expansion de l'OTAN, le projet de bouclier antimissiles états-unien - que je décrivais comme s'étant finalement couvert du manteau d'un projet de l'OTAN, - et le concept de ce que les néoconservateurs et leurs alliés sionistes appellent « *destruction créative* » pour redessiner la restructuration des pays du Moyen-Orient, et l'encercllement aussi bien de la Chine que de la Russie.

J'ai toujours considéré que tous les événements négatifs auxquels le monde est confronté étaient les éléments d'un ensemble ; ou de ce que le savant et révolutionnaire hongrois György Lukács a appelé « *totalité fragmentée* ». Les guerres en « série », l'accroissement des lois de sécurité, la guerre contre le terrorisme, les réformes économiques néolibérales, les « révolutions colorées » dans l'espace post-soviétique, la diabolisation de différentes sociétés par les médias, l'élargissement de l'OTAN et de l'Union Européenne, et les fausses accusations au sujet d'un programme d'armement nucléaire iranien font partie d'un tout. Un de mes articles publié en 2007 [1], posait également les principales bases de cette feuille de route et liait tous les éléments de la guerre perpétuelle à laquelle nous assistons. J'ai écrit ce livre parce que je pensais que c'était un sujet très important. J'ai lu la plupart des textes de l'abondante littérature concernant l'OTAN et aucun n'examine l'OTAN dans la perspective critique où je me place. De même qu'aucun ne relie l'OTAN de manière pertinente à une « vue d'ensemble » des relations internationales. Un chercheur de l'Université Carleton m'a dit que mon livre était comme une Bible des relations internationales et de tous ses sujets importants. Je vois moi aussi mon livre sur l'OTAN de cette manière.

Ma principale motivation pour écrire ce livre était d'amener les lecteurs à prendre conscience de la nature impérialiste des conflits internationaux modernes et de les aider à en voir la « totalité » au lieu de ses éléments « fragmentés ». Quand vous voyez l'ensemble, vous êtes en mesure de prendre de meilleures décisions. Je pense avoir donné de l'OTAN une évaluation correcte. Dans sa bibliothèque à Bruxelles il y a un exemplaire de mon livre. C'est l'OTAN elle-même qui a annoncé son acquisition comme l'une des ressources de sa bibliothèque, en novembre 2012. Ce livre est ma contribution, en tant que chercheur, pour essayer de permettre aux lecteurs de prendre des décisions en connaissance de cause en voyant au-delà des effets de miroirs et des éléments fragmentés du tableau.

Aujourd'hui dans le monde, les gens sont de façon générale plus instruits. Mais malheureusement l'ignorance se répand en ce qui concerne les relations de pouvoir et ce qui se passe dans ce domaine au niveau mondial. Nous entrons dans une ère trompeuse de l'histoire où beaucoup de gens à travers le monde sentent de plus en plus qu'ils ne peuvent rien faire d'autre que d'être des spectateurs impuissants, réduits à n'être que des particules, des rouages, ou des extensions d'une immense machine invisible sur laquelle ils n'ont aucun contrôle.

Les scénarios du livre de George Orwell « *1984* » se sont pour l'essentiel réalisés. Les gens sont devenus étrangers à leur monde et gouvernés de plus en plus par cette machine capitaliste invisible qui travaille à détruire toutes sortes de façons alternatives de vivre ou de penser ; l'ordre qui s'impose aujourd'hui à nous est comme un resserrement de la « *cage d'acier* » de Max Weber [2] qui réduit de plus en plus notre indépendance et nos mouvements.

La plupart des gens regardent maintenant les nouvelles et la télévision passivement. Ils essaient de se distraire de la réalité ; ils tentent d'engourdir leur conscience et de vivre dans un faux état de bonheur qui leur permet d'ignorer la réalité et les misères du monde. Collectivement, nos esprits ont été colonisés, on leur a fait croire à un faux ordre des choses. L'humanité est en train d'être de plus en plus déshumanisée. Peut-être que j'ai l'air hégélien, mais les gens deviennent étrangers à eux-mêmes. Ils deviennent aussi étrangers aux capacités de leur propre esprit et aux talents dont ils ont été dotés. Mais la vérité est que nous ne sommes pas séparés des événements et des processus qui façonnent ce monde. Nous ne devrions pas devenir les esclaves des objets ou des structures de notre propre fabrication, que ce soit le capitalisme ou les structures politiques. Nous ne devons pas devenir de simples spectateurs de notre parcours de vie.

L'hégémonie est un processus continu de leadership, de contrôle, et d'influence qui implique à la fois la contrainte et le consentement. Mais son emprise n'est jamais totale et elle peut toujours être combattue. Nous voyons des défis à l'hégémonie dans la construction de blocs historiques qui affrontent les centres de pouvoir impérialistes et capitalistes. Le Mouvement bolivarien d'Hugo Chávez et l'ALBA sont des exemples réussis d'une contestation de l'hégémonie traditionnelle des élites compradores qui gouvernent la région au bénéfice de forces extérieures.

Silvia Cattori : *Un grand chapitre passionnant et troublant de votre livre est consacré à l'Afrique. L'entrée en guerre de la France au Mali n'a pas dû être une surprise pour vous. La déstabilisation de ce pays affaibli, engendrée par l'intervention de la France en Libye, n'ouvre-t-elle pas une grave crise dans tous les pays du Sahel, de l'Atlantique à la Mer rouge ?*

Mahdi Darius Nazemroaya : Dès le début j'ai soutenu que la division du Soudan, l'intervention française en Côte d'Ivoire soutenue par les États-Unis, et la guerre de l'OTAN en Libye, faisaient partie d'une deuxième « ruée vers l'Afrique ». J'ai expliqué que la guerre en Libye visait à déstabiliser d'autres parties de l'Afrique et aurait un effet d'entraînement sur une large partie de ce continent incluant des pays comme le Niger et le Mali.

Dans mon livre, j'ai examiné le Sahel qui est constitué par les terres intérieures de l'Algérie, du Niger, de la Libye, et du Mali. La guerre de l'OTAN contre la Libye a déclenché une réaction en chaîne, comme une démolition contrôlée, que les États-Unis et leurs alliés utilisent pour contrôler une vaste portion de l'Afrique et de ses ressources. Comme la première « ruée vers l'Afrique » qui a été déclenchée par une crise économique dans les pays industrialisés de l'Europe occidentale, ces événements concernent en fait le contrôle des ressources. Alors que les États-Unis s'impliquaient davantage en Afrique, son gouvernement et le Pentagone se sont mis à parler de plus en plus de l'expansion des facilités dont disposait Al-Qaïda en Afrique et de la manière dont l'armée américaine et ses alliés devaient combattre cette organisation en augmentant leur présence sur le continent africain. En fait, les États-Unis ont constitué en 2011 un budget pour l'actuelle guerre au Mali sous le couvert de la lutte contre Al-Qaïda en Afrique de l'Ouest. Des intérêts stratégiques comme l'obsession grandissante des États-Unis pour le Golfe de Guinée et l'approvisionnement en pétrole en Afrique de l'Ouest sont occultés dans un récit qui nous parle de la lutte contre les groupes terroristes rangés sous le label d'Al-Qaïda. Nous savons d'expérience que l'Empire américain a en fait travaillé avec ces groupes, aussi bien en Libye qu'en Syrie. Et que l'on cherche à pousser hors d'Afrique la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil, et d'autres rivaux économiques du bloc occidental, mais on n'en parle pratiquement pas. En lieu et place, on déguise les intérêts des États-Unis et des ses alliés de l'OTAN comme la France, en objectifs altruistes visant à aider des États faibles.

Pour en revenir au Mali. Je n'ai pas été surpris quand le Président François Hollande et son gouvernement ont ordonné aux soldats français d'envahir ce pays. Aussi bien la France que les États-Unis sont très au fait des réserves de gaz et de pétrole au Mali, au Niger, et dans l'ensemble du Sahel. Mon livre traite de ces points et de la création par le gouvernement français, en 1945, d'un Bureau de recherches pétrolières dans le but d'extraire le pétrole et le gaz de cette région. Quelques années plus tard, en 1953, Paris a délivré des licences d'exploitation à quatre compagnies françaises en Afrique. En raison de ses craintes, à la fois des empiètements américains et des demandes africaines d'indépendance, Paris a créé l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS) pour maintenir son contrôle sur les parties riches en ressources de ses territoires africains qui possèdent du pétrole, du gaz, et de l'uranium. L'uranium a été important pour garantir l'indépendance de la France vis-à-vis de Washington par la création d'une force de dissuasion nucléaire stratégique, en riposte au monopole anglo-américain.

Ce n'est donc pas un hasard si les zones du Sahel que les États-Unis et ses alliés ont désignées comme faisant partie de la zone où Al-Qaïda et les terroristes sont situés correspondent à peu près aux frontières de l'OCRS, riche en énergie et en uranium. En 2002, le Pentagone a commencé d'importantes opérations visant à contrôler l'Afrique de l'Ouest. Cela a eu lieu sous la forme de l'*Initiative Pan-Sahel*, qui a été lancée par l'*US European Command* (EUCOM) et l'*US Central Command* (CENTCOM). Sous la bannière de ce projet de l'armée américaine, le Pentagone a formé des troupes du Mali, du Tchad, de la Mauritanie, et du Niger. Les plans visant à établir l'Initiative Pan-Sahel remontent toutefois à 2001, lorsque l'Initiative pour l'Afrique a été lancée à la suite des attentats du 11 septembre. Sur la base de l'Initiative Pan-Sahel, la *Trans-Saharan Counter-terrorism Initiative* (TSCTI) a été lancée en 2005 par le Pentagone sous le commandement du CENTCOM. Le Mali, le Tchad, la Mauritanie, et le Niger ont été rejoints par l'Algérie, le Maroc, le Sénégal, le Nigeria, et la Tunisie. La TSCTI a été transférée en 2008 au commandement de l'AFRICOM récemment activé. Il faut relever que le capitaine Amadou Sanogo, le leader du coup d'État militaire qui a eu lieu au Mali le 21 mars 2012, est l'un des officiers maliens qui ont été formés dans le cadre de ces programmes américains en Afrique de l'Ouest. L'analyse du coup d'État de 2012 au Mali montre qu'il s'agit d'un acte criminel. Le coup d'État militaire a renversé le Président Amadou Toumani Touré sous prétexte qu'il ne pouvait pas restaurer l'autorité malienne sur le nord du pays. Le Président Amadou était sur le point de quitter son poste et n'avait pas l'intention de rester dans la vie politique, et les élections allaient avoir lieu dans moins de deux mois. Ce coup d'État a essentiellement empêché une élection démocratique d'avoir lieu et l'action du capitaine Sanogo a mis fin au processus démocratique au Mali et a déstabilisé le pays. Sa nouvelle dictature militaire a été reconnue par l'OTAN et par le gouvernement installé en Côte d'Ivoire par les Français. Les États-Unis ont continué à financer le gouvernement militaire du Mali et des délégations militaires et civiles des États-Unis et d'Europe occidentale ont rencontré le régime militaire de Sanogo. Peu après, la France a déclaré qu'elle avait le droit d'intervenir en Afrique partout où ses citoyens et ses intérêts étaient menacés. C'était autant de préliminaires.

Les armes qui sont utilisées au Mali et au Niger aussi bien par les groupes terroristes que par les tribus touaregs sont liées aux actions de l'OTAN en Libye. Plus précisément ces armes viennent des arsenaux libyens pillés, et des armes envoyées en Libye par les Français, les Anglais et les Qataris. L'OTAN a eu un rôle direct dans ce domaine et l'on sait que les Français ont soudoyé les groupes touaregs et ont contribué à les armer et à les financer durant la guerre contre la Libye. Du reste, en Afrique, les Français ont toujours manipulé les Touaregs et les Berbères contre d'autres groupes ethniques à des fins coloniales.

Par ailleurs, les tensions entre le Soudan et le Sud-Soudan sont attisées. La région soudanaise du Darfour et la Somalie sont toujours des points chauds. Tout cela fait partie d'un arc africain de crise qui est utilisé pour restructurer l'Afrique et l'englober dans les frontières du bloc occidental.

Silvia Cattori : *Quand sous l'impulsion du président Sarkozy, après 33 ans de retrait, la France est revenue dans le commandement militaire de l'OTAN, il n'y a eu aucune protestation. N'est-ce pas le signe que les citoyens ignorent, que cette organisation menace l'humanité et que l'appartenance de leur pays à l'OTAN implique sa subordination à la politique étrangère belliciste de Washington et la perte de sa souveraineté ?*

Mahdi Darius Nazemroaya : Je pense que ce que le Président Sarkozy a fait en réintégrant la France dans le commandement militaire de l'OTAN est largement le reflet d'un consensus au sein de la classe politique française. Je sais qu'à Paris de nombreuses voix politiques l'ont critiqué, mais si au sein de la classe politique française l'opposition avait été intransigeante, elle aurait pu faire beaucoup plus que parler. Aujourd'hui, les membres de l'establishment politique français, aussi bien à « gauche » qu'à « droite », se battent entre eux pour savoir qui va le mieux servir les centres impérialistes et capitalistes à Washington et à New York. L'establishment politique français ne fait pas cela parce qu'il est particulièrement pro-américain, mais parce qu'il est au service du système mondial corrompu qui sert lui-même le capitalisme global dont le centre en voie d'affaiblissement est aux États-Unis. Ainsi, nous avons aussi besoin de réévaluer ce qu'est l'anti-américanisme, ou d'où proviennent et ce que représentent en fait les sentiments anti-américains.

De larges segments de l'élite de l'Europe occidentale sont au service de ce système mondial parce que leurs propres intérêts y sont investis et y sont liés. Comme les États-Unis sont en voie d'affaiblissement et en lutte pour maintenir leur primauté mondiale en tant que centre du capitalisme, de la régulation et de

l'accumulation capitaliste, ils vont de plus en plus déléguer leurs missions impériales à des pays comme la France. On verra également davantage de compromis entre les États-Unis et des pays alliés comme la France et l'Allemagne. Il s'agit là d'une décentralisation dialectique du pouvoir des États-Unis visant à renforcer l'hégémonie du système mondial et à maintenir l'Empire américain par délégation. Il faut noter que ce système capitaliste mondial est fragmenté en blocs, raison pour laquelle nous voyons des rivalités entre les États-Unis, la Chine et la Russie.

De façon générale, la majorité des citoyens dans de nombreuses sociétés sont de plus en plus passifs vis-à-vis des décisions de leurs gouvernements et de leurs dirigeants. C'est le reflet d'un sentiment croissant d'aliénation, de détachement et d'impuissance qui a transformé les êtres humains en marchandises et en objets. Cela fait partie du resserrement de la « cage d'acier » dont je parlais plus haut, en termes weberiens.

Silvia Cattori : *La France a été au commencement, avec le Qatar, le principal « parrain » de la déstabilisation de la Syrie [3]. La Chine et la Russie ont empêché par leurs vétos l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité qui aurait autorisé une intervention militaire de l'OTAN comme cela a été le cas en Libye. Mais on peut se demander si les pays de l'OTAN et leurs alliés arabes ne sont pas en train de réaliser leur plan de déstabilisation de la Syrie par d'autres voies ? Et pensez-vous que la Chine et la Russie pourront durablement contenir l'OTAN tant que les pays émergents n'auront pas leur mot à dire et les moyens d'imposer un véritable multilatéralisme au Conseil de sécurité ?*

Mahdi Darius Nazemroaya : En premier lieu, il faut voir que les événements en Syrie font partie d'une guerre par procuration menée par les États-Unis, l'OTAN, Israël et les dictatures arabes (comme l'Arabie Saoudite), contre la Chine, la Russie, l'Iran et leurs alliés. Deuxièmement, quand on considère les événements en Syrie d'un point de vue international, on devrait penser à la Guerre civile espagnole qui a éclaté avant la Deuxième guerre mondiale. De même, on peut considérer les événements en Libye et en Afrique, et peut-être les invasions antérieures de l'Afghanistan et de l'Irak, en pensant à l'invasion de la Chine par le Japon ou l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne avant la Deuxième guerre mondiale. Cela ne signifie pas que la Syrie ou ces événements soient nécessairement le prélude à une Troisième guerre mondiale, mais ils ont le potentiel d'allumer un vaste incendie au niveau mondial — à moins que l'on ne pense que tous ces événements font déjà partie de la Troisième guerre mondiale. Les thèses de Giovanni Arrighi sur les cycles systématiques d'accumulation dans le « système-monde » peuvent nous aider à trouver une base de réflexion. Son travail est important parce que nous pouvons l'utiliser pour lier entre eux, de la Syrie à l'Afrique, les éléments dont nous parlions en termes de « *totalité fragmentée* » constituant le système mondial. Les cycles d'accumulation étudiés par Arrighi se rapportent à des périodes de temps qui s'étendent sur une centaine d'année ou plus, durant lesquelles le centre du capitalisme dans le système mondial se situe dans un lieu géographique ou un pays donné. Ses thèses sont fortement influencées par les travaux du savant français Fernand Braudel sur l'expansion du capitalisme. Pour Arrighi ces centres d'accumulation ont été les pouvoirs hégémoniques du système mondial en expansion. À la dernière étape de chaque cycle, les capitalistes déplacent leurs capitaux de ces centres dans d'autres endroits et finalement dans le nouveau centre capitaliste qui a émergé. Ainsi, chronologiquement, le pouvoir hégémonique du système mondial a été transféré de la ville-État italienne de Gênes aux Pays-Bas, puis en Grande Bretagne et, finalement, aux États-Unis. Le déplacement géographique du centre du système mondial se produit au cours d'une période de crise, au moins pour les anciens centres capitalistes, et dans un court laps de temps. Nous en arrivons aujourd'hui à la Chine. Ce qui se passe est que le centre du capital est sur le point de sortir des États-Unis. Si l'on suit la tendance soulignée par Arrighi, alors le prochain centre d'accumulation capitaliste du système mondial sera la Chine. Toutefois d'autres scénarios ne sont pas à écarter, comme une direction globale de toutes les principales puissances capitalistes. En me référant aux travaux d'Arrighi, je veux dire ici que nous avons affaire à un système capitaliste mondial qui inclut la Chine et la Russie. Ni les États-Unis ni la Chine ni la Russie ne veulent perturber ce système. Ils sont en compétition pour en devenir le centre d'accumulation capitaliste. C'est pourquoi aucune des parties ne veut une guerre directe. C'est pourquoi les Chinois n'ont pas utilisé la dette étrangère américaine pour dévaster l'économie des États-Unis ; la Chine souhaite voir un transfert ordonné du centre d'accumulation depuis les États-Unis.

La Chine et la Russie ne changeront pas leurs politiques et leurs positions sur la Syrie ou l'Iran, mais elles veulent éviter une guerre qui perturbe le système capitaliste mondial. Bien sûr, les États-Unis

essaient de maintenir leur position en tant que centre du système mondial, par la force brute, ou en impliquant leurs alliés et vassaux dans leurs opérations impérialistes, comme au Mali et en Libye.

Silvia Cattori : *Vous consacrez un long chapitre (p 67 à 113) à l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie. Pouvez-vous résumer pour nos lecteurs ce à quoi cette guerre, qui a démembré un pays et généré tant de souffrances, devait aboutir ?*

Mahdi Darius Nazemroaya : Le démantèlement de la République fédérative socialiste de Yougoslavie a été une étape importante pour ouvrir les portes d'une expansion vers l'Est de l'OTAN et de l'Union Européenne. Il a ouvert la route pour la marche vers les frontières de la Russie et de l'ex-Union soviétique. L'ex-Yougoslavie était aussi un obstacle majeur vis-à-vis du projet euro-atlantique de l'OTAN et de l'UE en Europe. En outre, la guerre de l'OTAN en Yougoslavie a permis de préparer la logistique des guerres en Afghanistan et en Irak.

Silvia Cattori : *Denis J. Halliday [4] écrit dans la préface de votre ouvrage : « L'OTAN n'amène que la destruction, la pauvreté, l'insécurité et la misère. Elle doit être abolie ». Quand on sait qu'il n'y a aucun mouvement qui s'oppose à la guerre, que des ONG comme Amnesty, HRW, MSF, MDM, prennent le parti de l'ingérence militaire des grandes puissances, comme on l'a vu en ex-Yougoslavie, au Soudan, en Libye, en Syrie, que peut-on suggérer à toute une jeunesse en quête de justice et désireuse d'agir pour un monde meilleur ? Que peuvent faire concrètement les peuples européens contre la machine destructrice de l'OTAN ?*

Mahdi Darius Nazemroaya : Comme je l'ai dit, nous en sommes arrivés à la situation décrite par George Orwell dans son roman "1984". Amnesty International, Human Rights Watch, et une grande partie des ONG de l'industrie humanitaire sont des outils de l'impérialisme pratiquant les deux poids deux mesures. Les organisations d'aide étrangère sont profondément politiques et politisées. Cela ne signifie pas que tous leurs employés soient de mauvaises gens qui ne veulent pas aider le monde. Bon nombre de leurs employés et des bénévoles sont des gens estimables ; ils ne comprennent pas tous les faits et ils ont de bonnes intentions. Ces gens ont été trompés ou aveuglés par la pensée de groupe institutionnelle. Leurs esprits devraient être débarrassés de tous les préjugés et de la désinformation dont ils ont été nourris ; une véritable tâche de dévouement.

Les citoyens des pays de l'OTAN doivent travailler à se positionner eux-mêmes pour informer leurs sociétés respectives sur l'OTAN et finalement les influencer pour qu'elles se retirent de cette organisation. Cela peut être fait de diverses manières. Mais cela commence par une compréhension de ce qu'est l'OTAN et une connaissance non censurée de son histoire.

Je ne suis pas une autorité morale ou un stratège. Se maintenir soi-même sur la bonne voie est déjà un défi assez difficile, je pense. Je n'ai aucun droit à pontifier sur la façon dont les gens devraient vivre. Je vais toutefois vous dire ce que je pense personnellement. À mon avis, le plus gros problème pour beaucoup de gens est qu'ils veulent changer le monde à une beaucoup trop grande échelle sans s'attaquer aux problèmes immédiats dans leurs propres vies. Je trouve que la meilleure manière de changer le monde est de commencer par de petits pas dans notre vie de tous les jours. Je parle ici d' « échelle » et pas de « changement graduel » ou de « rythme ». Faire un monde meilleur commence par votre environnement immédiat. Le changement commence avec vous-même et ceux qui vous entourent, tout comme le devrait la charité. Imaginez si la plupart des gens faisaient cela ; le monde serait changé par petites étapes qui aboutiraient collectivement à un changement monumental. Rien de tout cela ne peut non plus se faire sans patience et détermination, et je souligne encore une fois qu'action et connaissance ne devraient pas être séparées. Je ne sais que dire de plus.

Silvia Cattori : *En mettant ensemble les pièces du puzzle vous démontrez magistralement dans votre livre comment ces guerres en série, menées sous des prétextes humanitaires, s'inscrivent dans une stratégie de « destruction créative » conçue par « les néoconservateurs et leurs alliés sionistes », et comment – de la Yougoslavie, à l'Afghanistan, à l'Irak et à la Libye – elles sont toutes liées. Des personnalités de premier plan, comme l'ancien Secrétaire général adjoint de l'ONU Denis J. Halliday qui a préfacé votre ouvrage, vous donnent entièrement raison : l'OTAN est bel et bien le principal danger pour la paix du monde. Mais vous savez qu'en Europe, notamment dans les pays où, comme en France, les organisations juives ont une forte emprise sur les politiques et les médias, dénoncer la stratégie des néoconservateurs et de leur allié Israël [5], ou dénoncer les révolutions colorées suffit à vous faire cataloguer comme « théoricien du complot » et à vous écarter du débat. Que peut-on faire à votre avis pour modifier cette désespérante situation ?*

Mahdi Darius Nazemroaya : Mon expérience (au Canada) est différente. On ne m'a jamais qualifié de théoricien du complot. Je pense que la censure des médias et le mépris systématique sont des tactiques clés utilisées contre ceux qui remettent en question le récit dominant ou les opinions énoncées par les forces hégémoniques qui dominent la société. L'objectif visé en diabolisant des personnes ou des groupes sous le qualificatif de « *théoriciens du complot* » est de les discréditer et de les neutraliser. Cela se produit généralement quand ils ont beaucoup attiré l'attention et quand ils ont aussi quelques idées fausses qui peuvent être ridiculisées et liées à leurs positions. Néanmoins, ceux qui se voient qualifiés de théoriciens du complot ne devraient pas laisser cette accusation les dissuader de maintenir leurs positions et de continuer à s'adresser aux gens. Car la démoralisation fait partie de la tactique utilisée pour réprimer les points de vue et réflexions « dérangeantes ».

Les groupes et les lobbies sionistes ont une présence forte et disproportionnée dans le domaine politique et dans les médias de plusieurs pays, mais il faut reconnaître qu'ils ne sont pas homogènes et qu'ils ne sont pas les seuls facteurs influents ; ils font partie d'un bloc d'intérêts pour qui il est important d'empêcher qu'un discours critique n'ébranle les forces hégémoniques qui dominent aujourd'hui la société. Et les lobbies sionistes ne sont pas tous liés à Israël. Il arrive qu'un groupe sioniste travaille à introduire et à imposer à Israël des projets externes. Les motivations de ces groupes ne sont pas toutes les mêmes, mais elles font partie du programme dominant qui s'est développé en ce que les renommés sociologues Giovanni Arrighi et Immanuel Wallerstein ont appelé « *système-monde* » [ou « *économie-monde* »].

À mon humble avis, être entendu est la chose la plus importante. Internet et les réseaux sociaux ont contribué à ce processus. Je pense que, pour être entendu, il est également important de proposer des analyses rigoureuses et bien articulées. C'est une tâche difficile qui doit être accomplie, et qui fait partie d'un processus culturel plus large incluant l'éducation et la rééducation. Modifier les forces hégémoniques dominant la société ne peut se faire qu'en établissant de nouveaux courants de pensée pouvant contester leur hégémonie. La critique ne suffit pas non plus, une alternative et un meilleur programme doit être articulé et proposé. La critique en elle-même est inutile si l'on n'offre pas parallèlement un programme alternatif. Pensée et action doivent également être liées dans un processus pratique.

Silvia Cattori : *Votre livre va-t-il être traduit en français ? A-t-il eu la couverture médiatique lui permettant de toucher un large public ?*

Mahdi Darius Nazemroaya : Mon livre devait être traduit en français en trois volumes par un éditeur en France, mais malheureusement l'accord a fait long feu. En notre temps où la durée d'attention s'amenuise, peu de gens sont intéressés à lire un livre de plus de 400 pages. Très peu d'attention lui a été accordée de la part des grands médias. Il y a plusieurs mois, *Le Monde Diplomatique* à Paris a contacté mon éditeur aux États-Unis, ainsi que la maison qui le diffuse en Grande Bretagne, pour leur demander l'envoi d'un exemplaire. Je ne sais pas si *Le Monde Diplomatique* a réellement l'intention de faire une recension d'un livre aussi critique et, très honnêtement, je ne m'en soucie pas vraiment.

Mon ouvrage a eu de bonnes critiques disant que c'est un livre à lire absolument. Il est diffusé dans les universités et les collèges. On en trouve des exemplaires dans les bibliothèques de diverses institutions comme l'Université de Harvard et l'Université de Chicago. Il est référencé à la Haye et dans la prestigieuse collection de la Bibliothèque du Palais de la Paix aux Pays-Bas qui tient à jour les livres relatifs aux lois internationales. Sur Amazon au Royaume Uni, il est classé comme l'un des meilleurs livres sur l'OTAN et je crois qu'il est en train de prendre un bon départ.

Silvia Cattori

(*) Mahdi Darius Nazemroaya est un sociologue interdisciplinaire, auteur primé, et analyste politique connu. Il est chercheur au *Centre de recherche sur la mondialisation* à Montréal, collaborateur expert de la *Strategic Culture Foundation* à Moscou, et membre du Comité scientifique de la revue de géopolitique *Geopolitica*, en Italie.

Sur son ouvrage « The Globalization of NATO », voir également (en anglais) :

<http://www.silviacattori.net/article4005.html>

<http://www.silviacattori.net/article3834.html>

<http://www.silviacattori.net/article3780.html>

Traduit de l'anglais par JPH

[1] Publié d'abord sous le titre « *La mondialisation de l'OTAN* » puis sous le titre modifié « [*La mondialisation de la puissance militaire : l'expansion de l'OTAN*](#) ». Cet article a été traduit en de nombreuses langues, y compris en arabe par la chaîne qatari d'information *Al-Jazeera*.

[2] La « *cage d'acier* » (ou « *cage de fer* ») est un concept sociologique introduit par Max Weber qui se réfère à la rationalisation accrue de la vie sociale, en particulier dans les sociétés capitalistes occidentales. Ainsi la « *cage d'acier* » enferme les individus dans des systèmes fondés uniquement sur l'efficacité, le calcul rationnel et le contrôle.

[3] Voir :

« Gérard Chaliand dit quelques vérités sur la Syrie » :

<http://www.silviacattori.net/article3350.html>

« Syrie : Les victimes de l'opposition armée ignorées » :

<http://www.silviacattori.net/article3416.html>

[4] L'Irlandais Denis J. Halliday a passé une bonne partie de sa carrière auprès des Nations Unies, impliqué dans des actions d'aide humanitaire. En 1997, il fut nommé Secrétaire général adjoint et directeur du programme humanitaire en Irak. Un an plus tard, après 34 ans de service au sein des Nations Unies, Halliday a annoncé sa démission en raison des sanctions économiques imposées à l'Irak, qu'il a qualifiées de « génocide ». En 2003, il a reçu Le Gandhi International Peace Award. Depuis son départ des Nations Unies, Denis Halliday a participé de manière active dans plusieurs actions contre la guerre et les crimes contre l'humanité. Il est actuellement membre de l'Initiative de Kuala Lumpur en vue de « criminaliser la guerre ».

[5] Par exemple, en France l'écrivain Israël Shamir a été accusé en 2003 d'antisémitisme par Olivia Zemor, Nicolas Shahshahani et Dominique Vidal parce qu'il disait qu'Israël et le « lobby juif » aux Etats-Unis avaient joué un rôle prépondérant dans l'entrée en guerre contre l'Irak ; ce qui devait aboutir au renversement du régime de Saddam Hussein (l'un des derniers leaders arabe qui refusait de reconnaître l'Etat juif d'Israël), à démembrer l'Irak pour assurer la « sécurité d'Israël ».

Les efforts d'Obama pour pérenniser la "guerre contre la Terreur"

Parachevée par l'euphémisme orwellien, nouvellement forgé, qui donne la chair de poule – « Le décret Matrix » – l'administration institutionnalise les pouvoirs les plus extrêmes auxquels un gouvernement puisse prétendre.

Par Glenn Greenwald, le 24/10/2012 [sur The Guardian](#)

Traduit par Daniel pour ReOpenNews

(Mise à jour ci-dessous – Mise à jour II – Mise à jour III)

Une raison essentielle de s'opposer à l'acquisition de pouvoirs abusifs et à l'érosion des libertés de la société civile, c'est que, presque toujours, ces pouvoirs deviennent permanents au profit, non seulement des dirigeants actuels, on peut les aimer et leur faire confiance, mais aussi de futurs fonctionnaires, ce qui semble plus menaçant et moins bénin.

Greg Miller du Washington Post rapporte [une histoire cruciale et troublante](#) sur les efforts concertés de l'administration Obama pour institutionnaliser – de façon permanente, officiellement – les pouvoirs les plus extrémistes qu'il a exercés au nom de la guerre contre le terrorisme.

Basé sur des entretiens avec des « fonctionnaires actuels et anciens de la Maison Blanche et du Pentagone, ainsi que les agences de renseignement et de lutte contre le terrorisme », Miller rapporte que les "guerres classiques des Etats-Unis tirent à leur fin", l'administration Obama "espère continuer à ajouter, pendant des années, des noms aux listes de personnes à assassiner ou à capturer" (la partie "capture" sur cette liste est à peine plus que symbolique, l'accent américain étant très largement [sur la partie "assassinat"](#)). Plus précisément, " parmi les hauts responsables de l'administration Obama, il existe un large consensus que de telles opérations sont susceptibles d'être étendues au moins une décennie." Comme le dit Miller : « Ce calendrier donne à penser que les Etats-Unis ont atteint seulement le milieu de ce qui était autrefois connu sous le nom de la guerre globale contre le terrorisme ».

Dans la poursuite de cet objectif, le conseiller de la Maison Blanche sur le contre-terrorisme, John O Brennan, cherche à codifier l'approche de l'administration en vue de nourrir les listes assassinat/capture, cela fait partie d'un effort plus large pour guider les administrations futures à travers les processus de lutte contre le terrorisme que M. Obama a adoptés." Tout cela, écrit Miller, démontre « dans quelle mesure, Obama a institutionnalisé la pratique hautement classifiée de l'assassinat ciblé, transformant des éléments temporaires en une infrastructure capable de soutenir une guerre apparemment permanente. »

L'article du Post cite de nombreux développements récents traduisant cet effort d'Obama, dont le fait que « le directeur de la CIA, David H Petraeus, ait insisté en faveur d'une expansion de la flotte de drones armés de l'agence », qui « reflète la transformation de l'agence en une force paramilitaire, et met en évidence le fait qu'elle n'a pas l'intention de démanteler son programme de drones et de revenir à son statut d'avant le 11-Septembre : la collecte de renseignements. » L'article décrit également l'expansion rapide des opérations de commandos par le commandement américain des opérations spéciales (US Joint Special Operations Command – JSOC) et, peut-être plus inquiétant encore, la création d'une infrastructure bureaucratique permanente permettant au président d'assassiner à sa guise :

"Le JSOC a également établi un centre secret de ciblage de l'autre côté du fleuve Potomac à Washington, disent des responsables américains anciens ou présents. Les cellules ciblantes du commandement d'élite ont toujours été situées près des lignes de front de ses missions, y compris en Irak et en Afghanistan. Mais le JSOC a créé un groupe de travail dénommé « région de la capitale nationale » qui est à 15 minutes à pied de la Maison Blanche afin que celle-ci puisse participer plus directement aux délibérations sur les listes d'al-Qaïda."

L'aspect de cette évolution qui donne la chair de poule est le nom de baptême du nouvel euphémisme orwellien pour désigner ce processus d'assassinats présidentiels: « règlement Matrix ». Écrit Miller :

« Au cours des deux dernières années, l'administration Obama a secrètement mis au point un nouveau plan pour la poursuite des terroristes, une liste de nouvelle génération des cibles appelée le «règlement Matrix ».

"Matrix contient les noms des personnes suspectées de terrorisme ainsi qu'un inventaire des ressources mises en œuvre pour les traquer, avec les actes d'accusation scellés et les opérations clandestines. Les responsables américains ont déclaré que la base de données est conçue pour aller au-delà des listes d'assassinats, existantes, planifiant des opérations pour "les suspects hors de portée des drones américains."

"Matrix" a été élaboré et sera supervisé par le National Counterterrorism Center (NCTC). Un de ses objectifs est « d'étendre » les listes d'assassinats « séparées mais qui se chevauchent » gérées par la CIA et le Pentagone : pour servir, en d'autres termes, de bureau central déterminant qui sera exécuté, sans procès équitable, en fonction dont on se situe dans la branche exécutive de « Matrix ». Comme Miller le décrit, c'est « une seule base de données en constante évolution » qui comprend « les biographies, les lieux, les associés connus et les organisations affiliées » ainsi que « les stratégies pour s'emparer des cibles, y compris les demandes d'extradition, la capture, les opérations et patrouilles de drones ». Ce système d'analyse qui détermine le « traitement » à appliquer aux personnes sera sans aucun doute complètement secret, Marcy Wheeler a dit ironiquement qu'elle « était impatiente d'entendre l'argumentation du gouvernement expliquant pourquoi le règlement Matrix ne sera pas communiqué à l'ACLU (American Civil Liberties Union) au titre de la FOIA » (Freedom Of Information Act).

Tout cela a été motivé par le refus d'Obama d'arrêter ou de détenir de supposés terroristes, et sa décision qui en résulte : de les tuer simplement, à volonté (sa volonté). Miller cite "un ancien fonctionnaire de la lutte contre le terrorisme qui a participé à l'élaboration de Matrix" qui explique l'élan donné au programme de cette façon: « Nous avons eu un problème de traitement ».

Le rôle central joué par le CNCT pour déterminer qui doit être tué – "Il est le gardien des critères", explique un responsable du Post – est, en soi, plutôt odieux. Comme Kade Crockford de l'ACLU du Massachusetts [l'a indiqué dans la réponse à cette histoire](#), l'ACLU [a longtemps mis en garde](#) que le véritable objectif du CNCT – en dépit de ses objectifs originaux sur le terrorisme – est la « collecte massive de données secrètes et l'exploitation de milliers de milliards de données concernant la plupart des gens aux États-Unis ».

En particulier, le NCTC exploite une gigantesque opération d'exploration de données, dans laquelle toutes sortes d'informations au sujet d'américains innocents sont systématiquement contrôlées, stockées et analysées. Cela inclut les « enregistrements à partir des enquêtes de police, des renseignements médicaux, les antécédents professionnels, les voyages et les dossiers des étudiants » – "littéralement tout ce que collecte le gouvernement est considéré comme de bonne guerre". En d'autres termes, le CNCT – désormais investi du pouvoir de déterminer le bon « traitement » de personnes soupçonnées de terrorisme – est la même agence que celle qui est au centre de l'omniprésente, surveillance discrétionnaire visant les citoyens américains.

Pire encore, comme l'a expliqué en juillet Chris Calabrese, le conseiller législatif de l'ACLU, dans [une analyse](#), les responsables nommés par Obama ont très récemment aboli les garanties sur l'utilisation de ces informations. Alors que l'agence, durant les années Bush, a été empêchée de stocker plus de 180 jours les informations non reliées à des faits de terrorisme, concernant des américains innocents – une limite qui « signifiait que NCTC n'a pu collecter de grandes bases de données remplies d'informations sur les américains innocents » – il est maintenant libre de le faire. Les responsables nommés par Obama ont supprimé cette contrainte en autorisant la NCTC « à recueillir et évaluer continuellement" les informations sur les américains innocents pour une durée maximum de cinq ans ».

Et, comme d'habitude, cette agence s'engage dans ces processus incroyablement puissants et envahissants sans pratiquement aucun aval démocratique :

« Tout cela se passe pratiquement sans contrôle. Ceux-ci, sur le NCTC, sont essentiellement internes au bureau du DNI, et les organes de contrôle importants tels que le Congrès et le Conseil de Surveillance du Renseignement du Président ne se voient même pas notifier des manquements « significatifs » à l'observation des directives. Les protections juridiques fondamentales sont éludées. Par exemple, en vertu des nouvelles lignes directrices, le "Privacy Act Notice" (exigences légales pour décrire la façon dont les bases de données sont utilisées), doit être rempli par l'organisme qui collecte des informations. Ceci en dépit du fait que ces agences n'ont aucune idée de ce que NCTC est en train de faire avec l'information une fois qu'elle est recueillie».

« Tout cela revient à un redémarrage clandestin du programme "Total Information Awareness" que les Américains ont rejeté si vigoureusement juste après le 11/9. »

Nul besoin de théorie conspirationniste pour voir ce qui se passe ici. En effet, il faut une extrême naïveté, ou un aveuglement volontaire, pour ne pas le voir.

Ce qui a été créé ici – de façon pérenne, institutionnalisée – est une agence d'une branche exécutive hautement secrète qui s'engage simultanément à deux fonctions :

1. Elle recueille et analyse des quantités massives de données de surveillance sur tous les américains sans aucun contrôle législatif et encore moins de mandats de recherche,

2. Elle crée et met en œuvre une « matrice » qui détermine le « traitement » des suspects, jusqu'à y compris leur exécution, sans un soupçon d'une procédure régulière ni de supervision.

C'est à la fois un état de surveillance et un corps judiciaire secret discrétionnaire qui analyse qui vous êtes et puis décrète ce qui devra être fait de vous, comment vous devrez être « traité », en dehors de toute instance de contrôle et sans même une transparence minimale.

Miller du Post, reconnaît le tournant que cela représente: « La création de la matrice et l'institutionnalisation des listes assassinat/capture reflètent un changement aussi psychologique que stratégique. » Comme il l'explique, l'assassinat extra-judiciaire était autrefois considéré comme une mesure si extrême que des délibérations très approfondies ont été nécessaires avant que Bill Clinton ne cible, pour le tuer, même Oussama ben Laden en lançant des missiles de croisière en Afrique de l'Est. Mais : L'assassinat ciblé est maintenant tellement routinier que l'administration Obama a passé une grande partie de l'année écoulée à codifier et rationaliser les processus qui le régissent.

Pour comprendre l'héritage d'Obama, veuillez relire cette phrase. Comme Murtaza Hussain [l'a exprimé](#) en réagissant à l'histoire du Post : "Les Etats-Unis ont longuement hésité à assassiner Ben Laden à la

ferme de Tarnak en 1998, maintenant ils tuent des gens sur lesquels ils n'ont que de minces soupçons, de façon routinière."

L'inanité de la mentalité pragmatique qui dirige cela est évidente : comme [je l'ai dit hier](#) (et à bien d'autres occasions), l'assassinat n'élimine pas la violence dirigée contre les américains, mais garantit plutôt son expansion permanente. En conséquence, écrit Miller, "les officiels indiquent qu'aucune fin n'est prévisible" quand il s'agit de la guerre contre les « terroristes » car, d'après un fonctionnaire, « nous ne pouvons pas tuer tous ceux qui veulent nous faire du mal » mais essayer est « une composante nécessaire de ce que nous faisons ». Bien sûr, plus les Américains tuent et tuent et tuent, et plus il y a de gens qui "veulent nous faire du mal". C'est cette logique qui a conduit à une guerre permanente contre le terrorisme.

Mais encore plus important est la véritable vision radicale du gouvernement sur quoi tout cela est basé. La garantie de base de la justice occidentale depuis que la Magna Carta a été codifiée aux États-Unis par le [cinquième amendement](#) de la Constitution : « Nul ne peut être privé de ... la vie, la liberté ou de ses biens sans procédure légale régulière ». Vous ne pouvez pas avoir une société libre, un système politique valable, sans que cette garantie soit respectée, cette contrainte sur le pouvoir abusif ultime de l'État.

Et pourtant, ce que le Post décrit, ce que nous avons eu pendant des années, est un système de gouvernement qui – sans hyperbole – est l'antithèse même de cette liberté. Il est littéralement impossible d'imaginer une répudiation plus violente du modèle de base de la république que le développement d'une agence exécutive, secrète, totalement irresponsable qui recueille simultanément des informations sur tous les citoyens, puis applique une « matrice d'action » pour déterminer quelle peine doivent être infligées. C'est une classique contre-utopie politique amenée à la réalité (Bien qu'une telle conclusion découle de faits indiscutables, de nombreux Américains voient un tel énoncé comme une exagération, une paranoïa, ou pire à cause de [cette dynamique psychologique que j'ai décrite ici](#) qui conduit bon nombre d'occidentaux passifs à croire que la véritable oppression, par définition, est quelque chose qui n'arrive qu'ailleurs).

En réponse à l'histoire du Post, Chris Hayes [a demandé](#) : « Si vous avez une « liste d'assassinats », mais que la liste ne cesse de croître, êtes-vous en train de réussir ? » La réponse dépend de l'objectif.

Comme tous les Pères Fondateurs (de la Constitution américaine, NdT) l'ont reconnu, rien ne protège mieux les élites au pouvoir (et aux profits) qu'un état de guerre. C'est pourquoi il doit y avoir des obstacles considérables pour déclarer et poursuivre les guerres : la nécessité d'une déclaration du Congrès, [l'interdiction constitutionnelle](#) sur le financement de l'armée sur plus de deux ans à la fois, l'interdiction d'armées permanentes, etc. Voici comment John Jay [l'exprime dans le "Federalist N°4](#) :

"Il n'est que trop vrai, même si cela ne flatte pas la nature humaine, que les nations en général se font la guerre dès qu'elles y voient la perspective d'obtenir quel que gain que ce soit; que dis-je, des monarques absolus souvent font la guerre même lorsque leurs pays n'ont rien à y gagner, mais pour des fins et des objectifs purement personnels, tels que la soif de gloire militaire, la vengeance pour des affronts personnels, l'ambition, ou des accords privés visant à agrandir ou à soutenir leurs familles particulières ou des alliés. Ces motifs et une variété d'autres, qui affectent seulement l'esprit du souverain, souvent l'amènent à s'engager dans des guerres non sanctifiées par la justice, la voix et les intérêts de son peuple."

En somme, il y a des factions dans de nombreux gouvernements qui ont soif d'un état de guerre indéfini, parce que c'est alors que le pouvoir est le plus facile à exercer et que les profits sont les plus abondants. Ce que le Post rapporte est encore un autre pas important vers cet état, et ce pas est entraîné, sans aucun doute, au moins de la part de certains, par un désir égoïste d'assurer la continuation de la guerre sans fin avec les pouvoirs et les profits qu'elle procure.

Donc pour répondre à la question de Hayes : l'expansion indéfinie d'une liste d'assassinats à commettre et le pouvoir discrétionnaire, toujours en expansion, nécessaires à sa mise en œuvre, représentent en effet un grand succès pour beaucoup. Lisez ce que John Jay a écrit dans le passage ci-dessus pour voir pourquoi il en est ainsi, et pourquoi pratiquement aucun autre développement politique ne devrait être regardé comme plus pernicieux.

Les politiques de détention

En supposant que les estimations du Post soient correctes – que « parmi les hauts responsables de l'administration Obama, il y ait un large consensus que de telles opérations sont susceptibles d'être étendues au moins une décennie » – cela signifie une durée de plus de vingt ans pour la guerre contre le terrorisme, bien plus longtemps que toute autre guerre américaine. C'est ce qui a toujours fait la raison d'être de la détention illimitée – qu'il est permis de détenir des personnes sans procédure régulière jusqu'à la « fin des hostilités » – ainsi détournée dans ce contexte. Ceux qui préconisent cela ne font rien moins que de proposer la prison à vie – l'incarcération permanente – sans aucune charge ni possibilités de contester les accusations.

Que des gens soient maintenant [en train de mourir à Guantanamo](#), après presque une décennie passée dans une cage, sans aucune charge invoquée contre eux, met en évidence à quel point ce pouvoir est répressif. Prolongez cette mentalité au processus secret d'assassinat ciblé – quelque chose à laquelle le gouvernement américain a clairement l'intention de convertir en un élément permanent de la vie politique américaine – et il n'est pas difficile de voir combien les promoteurs de cette "guerre contre le terrorisme", des deux partis, sont devenus de véritables extrémistes antidémocrates.

MISE À JOUR

Comme je l'ai noté hier, les autorités afghanes [ont indiqué](#) que trois enfants afghans ont été tués samedi par des opérations de l'OTAN. Aujourd'hui, [rapporte CNN](#), "des missiles ont détruit une partie d'un bâtiment mercredi au nord-ouest du Pakistan, tuant trois personnes – dont une femme" et ont ajouté : "la dernière frappe supposée d'un drone américain est soupçonné d'avoir également blessé deux enfants". Pendant ce temps, l'ancien secrétaire de presse de Barack Obama et le conseiller de campagne actuel Robert Gibbs, [a justifié](#) le meurtre [d'un américain de 16 ans Awlaki Abdulrahman](#), tué par un drone américain au Yémen deux semaines après son père, au motif qu'il « aurait dû avoir un père beaucoup plus responsable ».

Hier également, [CNN a profilé](#) Abu Sufyan Said al-Shihri, accusé d'être un haut responsable d'al-Qaïda au Yémen. Il a souligné « que les frappes de drones américains aident al-Qaïda au Yémen en raison du nombre de victimes civiles qu'elles provoquent. » [De nombreuses preuves](#) soutiennent son observation.

Pour résumer tout cela : les Etats-Unis n'interfèrent pas dans le monde musulman et y maintiennent une guerre sans fin contre le terrorisme en raison d'une menace terroriste. Il existe une menace terroriste en raison de son interférence dans le monde musulman et sa guerre sans fin contre le terrorisme.

MISE À JOUR II

Le conseiller en relations internationales, Micah Zenko, écrivant aujourd'hui à propos de l'article du Post, [rapporte](#) :

« Récemment, j'ai parlé à un responsable militaire ayant une vaste expérience et de grande envergure dans le monde des opérations spéciales, et qui a eu une exposition directe au programme assassinat ciblé. Pour souligner la facilité qui préside aujourd'hui aux meurtres ciblés par les forces d'opérations spéciales ou des drones, cet officiel agita sa main en arrière à plusieurs reprises, en déclarant : "C'est vraiment comme chasser les mouches. Nous pouvons le faire facilement et on ne ressent jamais rien. Mais combien de fois y pensez-vous vraiment quand vous tuez une mouche ? »

Il est inquiétant que ce soit compatible avec [les précédents rapports](#) que le terme d'argot militaire pour les victimes de drones est "cafard aplati". Ce pouvoir déformé et l'état d'esprit déshumanisant qui l'accompagne, c'est ce qui est institutionnalisé comme un élément permanent de la vie politique américaine par le président actuel.

MISE À JOUR III

Dans *Wired* (Magazine Américain, Ndt), Spencer Ackerman réagit à l'article du Post dans [une analyse](#) intitulée « Le président Romney peut remercier Obama pour sa Liste Permanente d'Assassinats Automatisée ». Voici son paragraphe de conclusion :

"Obama n'a pas concouru pour la présidence afin de présider à la codification d'une guerre globale secrète. Mais c'est son héritage Micah Zenko au Conseil des Relations Internationales (CFR) écrit que les prédécesseurs d'Obama à l'administration Bush « étaient en réalité beaucoup plus conscients et réfléchis sur les implications à long terme des assassinats ciblés », parce qu'ils craignaient les

conséquences politiques qui pourraient se présenter lorsque les Etats-Unis font quelque chose, plus ou moins similaire à un assassinat. Quiconque suivra Obama dans le bureau ovale pourra le remercier d'avoir démontré que ces conséquences n'existent pas de façon significative – comme il ou elle examine la liste des noms figurant dans le règlement Matrix".
Ça vaut la peine d'y réfléchir un instant.